

Sujet : [INTERNET] Opposition au projet d'élevage industriel de poulets sur la Croix du Bac

De : "phil.decoaster@yahoo.fr" <phil.decoaster@yahoo.fr>

Date : 07/10/2020 11:56

Pour : "pref-installations-classees@nord.gouv.fr" <pref-installations-classees@nord.gouv.fr>

Monsieur le Préfet, Madame la Commissaire Enquêtrice,

Je vous écris pour m'opposer au projet de poulailler industriel porté par M. WAREMBOURG sur la commune de la Croix du Bac 59181.

Vous trouverez ci-joint une partie de mes arguments (car la liste est trop longue) contre l'installation de cet élevage intensif.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, Madame la Commissaire Enquêtrice, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

M. Philippe DECOSTER

2, rue des Foulons

59181 La Croix du Bac

—Pièces jointes :—

Opposition au projet d'élevage industriel de poulets sur la Croix du Bac.pdf

165 Ko

Monsieur le Préfet, Madame la Commissaire Enquêtrice,

Vous trouverez ci-dessous mes arguments qui démontrent combien il est urgent de ne pas autoriser le projet d'élevage industriel à la Croix du Bac (59181 Steenwerck) mais aussi mes questions et remarques concernant l'avis formulé par la MRAe détaillé ci-dessus.

Tout d'abord au niveau de l'avis formulé par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAE) une partie des remarques n'ont pas été traitées ou partiellement vis-à-vis des éléments de réponse apportés par Ressources et Développement (RD).

La MRAE précise qu' « une vingtaine d'installations classées sont présentes dans un rayon de 3 km autour du présent projet. Par conséquent, les impacts du projet sur la qualité des sols et des eaux par l'épandage des effluents d'élevage produits ainsi que sur la qualité de l'air par les rejets d'ammoniac et poussières notamment se cumulent avec ceux du projet étudié ». **La MRAE demande que les impacts cumulés soient analysé et pris en compte étant donné le nombre de ces élevage et l'importance de certains, ce qui n'a pas été réalisé dans ce dossier.**

Réponse de RD : **Aucune donnée n'est disponible.....**

La MRAE demande également qu'« Etant donné le nombre de projet d'élevage sur ce territoire, une réflexion des différentes parties prenantes à l'échelle du territoire serait pertinente pour en limiter et suivre les impacts ».

Question : **Où en est le stade de cette réflexion ?**

La MRAE recommande d'approfondir la piste du compostage des effluents qui pourrait permettre d'aboutir à un projet ayant des impacts moindres sur l'environnement dans un contexte d'augmentation importante des quantités de fientes produites avec le projet.

Réponse de RD : **la mise en place d'un bâtiment de compostage nécessite de plus un investissement supplémentaire important, difficile à supporter.....**

Remarque : Dans ce cas il serait plus souhaitable d'en faire beaucoup moins donc un investissement moindre et de pouvoir investir dans une unité de compostage beaucoup moins polluante...

Le processus de compostage permet de réduire la production de gaz à effet de serre par rapport à l'épandage d'effluents non traités. Le compostage permet de réduire 10 à 55% d'azote essentiellement ammoniacal émis par les effluents d'élevage.

A titre info concernant l'ammoniac, le seuil de déclaration des émissions polluantes est de **10 tonnes/an** selon l'arrêté modifié du 31 janvier 2008. Hors, dans le dossier RD il est précisé que le projet produira **11565 Kg d'ammoniac** (Ammoniac actuel 936 Kg soit une augmentation de 10629 Kg soit 12 fois plus...) soit au-dessus du seuil sans parler des impacts cumulés avec les vingt installations classées présentes dans un rayon de 3 km **non traités par RD** et demandés par la MRAe.

Suite à une enquête de chercheurs du CNRS, les sources d'ammoniac proviennent essentiellement de l'élevage intensif. Ces résultats suggèrent qu'une meilleure gestion des impacts de la pollution par l'ammoniac passe par une révision complète des émissions de ce gaz, très largement sous-estimées dans les inventaires actuels.

La MRAE précise que les incidences sur les différentes sites Natura 2000 sont succinctement analysées. Le descriptif des sites Natura 2000 a été copié dans l'annexe 11, mais il n'y a pas eu d'interprétation par habitat ou espèces. Les incidences de l'épandage sur chaque site Natura 2000 ne sont pas évaluées précisément. Cette évaluation des incidences Natura 2000 mériterait d'être complétée

Réponse RD : **aucune réponse, aucune remarque sur le sujet.....**

La MRAE précise également que le dimensionnement du plan d'épandage et son organisation ne sont pas clairs. En l'état du dossier et de la description qui en est faite, il n'est pas démontré que le projet d'épandage permet au vu du volume d'effluents à épandre, de respecter le programme d'actions en zone vulnérable et n'entraîne pas les risques de pollutions de l'eau par les nitrates

Réponse RD : La surface en culture épandables est donc suffisante pour épandre **850 tonnes de fumier** de volailles, tout en respectant les prescriptions de la directives Nitrates et le calendrier d'épandage.

Remarque : le problème est que dans un autre document (résumés non techniques page 19) on parle de **1137 tonnes de fumier** de volailles + **126 M3/an** d'eaux de lavage **soit une différence de presque 300 tonnes** (287 tonnes exactement) sans parler des 126 M3 d'eaux de lavage **polluées** qui seront également épandus tout en contenant des produits de nettoyage, antibiotiques....

De ce fait, si la MRAE avait un certain doute concernant le dimensionnement du plan d'épandage avec ses 850 tonnes de fumier, je pense que celui-ci est largement confirmé avec ses 1137 tonnes de fumier ainsi que ses 126 M3 d'eaux de lavage.

De plus, dans la rubrique 26.2 - eaux de lavage – le projet prévoit une capacité de stockage de 78 M3. Etant donné que les périodes d'épandage sont prévues sur 2 mois (paragraphe 25.3) soit août et septembre comment fera l'exploitant pour stocker 10 mois d'eaux de lavage soit : $126 / 12 \times 10 = 105$ M3

De même dans le projet (22.2.2) on parle de surfaces potentiellement épandables de 167,45 ha. Comment peut-on épandre pour 144,39 ha de fumier et pour 118,63 ha d'eaux de lavage soit un total de 263 ha sur une surface de 167,45 ha ?

La MRAE constate également que l'étude de bruit avant- projet n'est pas satisfaisante. L'hypothèse majorante présentée ne permet pas d'avoir une estimation réelle du bruit engendré par l'exploitation. La MRAE recommande de compléter l'étude acoustique par une modélisation.

Réponse RD : l'étude de bruit avant- projet a pris en compte les émissions sonores des ventilateurs des hangars à pommes de terres + fonctionnement des tracteurs concluant que l'hypothèse majorante a donc bien été prise en compte. De plus RD complète que la SARL Warembourg est un site d'élevage existant depuis de nombreuses années et **très peu bruyant** et RD conclut que le projet aura une **incidence faible sur les riverains** du site vis-à-vis des nuisances acoustiques. De plus dans l'article 32 - Le bruit- il est stipulé qu'une mesure de bruit ambiant a été effectuée au point L1 à 50 mètres au nord du futur bâtiment V1 prétendant que les habitations les plus exposées sont localisées à 100 mètres à l'ouest de l'exploitation dans la direction opposée aux vents dominants En effet, les habitations localisées dans la direction des vents dominants (soit Sud/Ouest) sont plus éloignées et masquées par les bâtiments existants du site

Remarque : Sauf que par rapport à l'ancien site d'élevage, le projet est 6 fois plus important avec ses 34 ventilateurs qui fonctionneront jours et nuits 365 jours par an. De plus, l'habitation la plus proche et localisée dans la direction des vents dominants est située à 170 mètres et n'est pas masquée des futurs bâtiments et de ses 34 ventilateurs.

Afin de pouvoir garantir le non impact sur les riverains et le respect des normes en vigueur, il semble indispensable **qu'une tierce expertise indépendante** soit réalisée sur ce projet, intégrant une modélisation complète des futures installations, y compris les opérations diverses (trafics de camions, diverses manutentions...) conformément aux recommandations de la MRAE.

Enfin la MRAE concluras : « Il convient de rappeler que, de surcroît, l'étude des impacts cumulés avec d'autres projets présents ou à venir n'a pas été effectuée »

Réponse RD : **toujours aucune réponse sur ce sujet.....**

Dans l'avis de la MRAE, il est précisé que « Conformément à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié par l'arrêté du 23 mars 2017, les bâtiments d'élevage et les annexes sont situés à plus de 100 mètres du tiers le plus proche ». Hors, dans la Section1 Résumés non techniques – 1.2.3 Milieu Humain (p 12) il est précisé que : « le tiers le plus proche est recensé à 30 mètres au nord du hangar à pommes de terre ».

Page 12 rubrique 1.2.3 Milieu Humain : il est précisé que : « le site d'exploitation est localisé à 3 km du centre de Steenwerck et de 1,8 km du centre de Sailly-sur-la-Lys ». Pourquoi ne parle-t-on pas du centre de la Croix du Bac (450 habitants et une école) un peu plus concerné par le projet et situé à moins de 300 mètres ?

Page 14 rubrique 1.3.2 : il est stipulé que « la quantité d'eau nécessaire est estimée à environ 7041M3/an (soit 13 fois plus par rapport à la consommation actuelle) et que **l'impact** de l'activité du site sur la consommation en eau est **faible**.... » Comment RD peut-il annoncer cela du fait que les impacts cumulés avec la vingtaine d'installations classées dans un rayon de 3 km par rapport au futur projet demandés par la MRAe n'ont pas été réalisés.

A titre d'information un courrier a été transmis le 4 octobre 2020 auprès de la MRAe/DREAL pour la suite à donner concernant la non réalisation de la part de RD des remarques formulées par la MRAe.

De plus, comment expliquer aux riverains de la Croix du Bac qui possèdent un puit d'une profondeur beaucoup moins importante que celui du projet (70 m) soient pénalisés du fait que celui-ci soit à sec de plus en plus tôt dans la saison en raison d'un pompage excessif au niveau de la nappe phréatique. Conformément à l'article L. 210-1 du code de l'environnement, il est stipulé que : « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, **dans le respect des équilibres naturels**, sont d'intérêt général » .

Concernant l'impact sur la qualité des sols et des eaux souterraines et superficielles, il est précisé qu'une mauvaise gestion des épandages favorise le ruissellement en surface des éléments polluants, lequel alimente les eaux superficielles et souterraines.

Quand est-il en cas de mauvaise gestion des épandages ? (Erreur humaine ou volontaire) Je connais presque déjà la réponse : cela ne pourra jamais arriver car l'exploitant pratiquera la MTD (la meilleure technique disponible...). Pouvez-vous me dire qu'elles sont les limites de la MTD. Cela me fait penser dans le domaine du bâtiment à une certaine expression du même genre « sera fait dans les règles de l'art ». Quand je vois certaines prestations, permettez-moi d'en douter....

Page 15 rubrique 1.3.3

Caractéristiques des émissions atmosphériques : l'exploitation WAREMBOURG émet des polluants atmosphériques réglementés.

Il est rappelé que les émissions d'ammoniac sont supérieures au seuil autorisé sans parler des impacts cumulés non réalisés à ce jour.

Odeurs : les bâtiments de l'exploitation, les animaux, le stockage et l'épandage des effluents sont **susceptibles d'émettre** des odeurs. Les bâtiments d'élevage seront implantés à plus de 160 mètres des tiers dans la direction des vents dominants, **réduisant** l'impact des odeurs sur ces tiers.

Donc cela veut dire que les tiers concernés devront vivre **en permanence** avec des odeurs.... Après recherches sur les retours d'expérience concernant des installations de ce type, le terme le plus adapté serait : « engendreront des odeurs plutôt que susceptibles d'émettre des odeurs »

Qu'est ce qui est prévu pour remédier à ces odeurs ? (mise à part la fameuse MTD....)

J'espère également qu'il ne sera pas prévu dans les réserves éventuelles, comme j'ai pu le constater dans certaines enquêtes publiques, la mise en place d'un cahier afin d'enregistrer les plaintes des riverains. Cela ne règlera pas le problème des odeurs.

Page 16 rubrique 1.3.7 Impact sur la santé : l'Evaluation du risque sanitaire a démontré que le projet était **acceptable** par rapport aux risques sanitaires pour la population.

Dans le dossier **où se trouve l'avis de l'ARS** (Agence régionale de la santé) concernant ce projet ?

Page 29 rubrique 8.2 Enjeux du projet : l'enjeu principal de cette demande est la pérennité de l'exploitation : Sans commentaire.....

Page 154 rubrique 36.6 Evaluation de l'exposition des populations

36.6.1 Voie et zone d'exposition : la seule voie d'exposition à l'ammoniac est celle de l'inhalation. Des mesures de concentrations d'ammoniac à différentes distances de bâtiments d'élevage montrent une zone d'exposition (où les concentrations sont supérieures à la concentration ambiante) comprise entre 200 et 300 mètres des bâtiments. **La zone d'exposition se limite alors aux tiers localisés dans un rayon de 300 mètres autour du site d'exploitation**

Remarque : Cela concerne quand même une bonne partie des habitants de la Croix du Bac ainsi qu'une école avec plus de 60 enfants....

Page 200/203 Cas à part d'un événement redouté : l'incendie

L'exploitant ayant déjà subi plusieurs incendies dont le dernier en 2018, je reviendrais sur le risque à effets domino principalement concernant les 2 futures bâtiments. En effet après contact avec le SDIS/Bureau prévention/Groupement Prévision, ceux-ci m'ont précisé qu'une bande de 8 mètres était nécessaire afin d'éviter le risque à effets domino. Or concernant la façade Ouest du bâtiment V1 nous n'avons qu'une bande de 6 mètres avec la limite de propriété présentant des risques supplémentaires du fait que l'ensemble de la parcelle est boisé. De plus, toujours dans le but d'éviter le risque à effets domino, je demande la mise en place d'une butte de terre (détaillée ci-dessous) sur les parties Est et Sud des bâtiments afin d'éviter une propagation en cas d'incendie.

Il est précisé que le site disposera d'une réserve incendie de 420 M3. La région subissant des périodes de sécheresse de plus en plus importantes depuis plusieurs années, comment peut-on prévoir que durant ces périodes l'exploitant disposera du volume nécessaire au niveau de la réserve incendie.

De plus, en cas de début d'incendie sur la partie sud des bâtiments, à priori aucun accès aménagé n'est prévu pour les services de secours au niveau des extérieurs de ceux-ci. Concernant la partie centrale des bâtiments l'accès n'est également pas possible du fait de la mise en place de silos.

De plus, pouvez-vous nous dire que rapportera ce triste projet pour l'ensemble des habitants de la croix du Bac ? A priori dans le dossier il est précisé que celui-ci sera « **un moteur pour l'économie régionale** ». Hormis un nombre très important de nuisances (odeurs nauséabondes, pollution de l'air, menace pour la santé et la qualité de vie des habitants – A titre d'information dans le Tarn augmentation des cas de cancers ayant comme conséquence une désertification du village et la fermeture de l'école – augmentation du trafic de camions, risque pour la biodiversité, perte de la valeur immobilière, risque sur la pérennité du village sur le long terme.....) ce projet n'apportera rien de plus à la Croix du Bac sauf à la Belgique puisque les poussins, l'alimentation et les poulets viennent et repartent en Belgique.

A l'heure où la transition écologique, le développement durable, le bien-vivre alimentaire sont au cœur de la préoccupation des Français, ce projet est totalement en contradiction avec les objectifs environnementaux.

Dans le cas où le projet aurait un avis favorable de votre part Madame, et ceux malgré une forte mobilisation contre ce projet de la part d'une bonne partie des riverains de la Croix du Bac et des communes voisines mais aussi de certains politiques venus nous soutenir ainsi que du maire de Steenwerck et l'ensemble du Conseil Municipal, permettez-moi de vous demander certains aménagements et mesures que je détaillerais ci-après.

Dans le cadre des intérêts relatifs à la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, les dangers (EX : incendie...) la protection de la nature, de l'environnement et des paysages vous demande les aménagements suivants :

➤ Mise en place d'une butte de terre le long des bâtiments sur les parties Est et Sud sur une hauteur minimum de 3 mètres afin de dissimuler une partie des bâtiments et de l'intégrer dans le paysage conformément à **l'article 6 de l'arrêté du 27 décembre 2013** (L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage). De plus, cette butte servira également d'éviter une propagation en cas d'incendie vers les cultures voisines ainsi que les habitations surtout que l'exploitant a déjà subi plusieurs incendies.

➤ Mise en place sur la butte de haies d'espèces locales, de bosquets et sur l'extérieur de la butte de plusieurs rangées d'arbres de type peupliers plantés en quinconce afin de faire un obstacle à la

propagation des masses gazeuses odorantes vers les tiers en créant des turbulences dans le flux d'air sortant mais aussi afin de réduire une partie des bruits engendrés par les 34 ventilateurs conformément à **l'article 7 de l'arrêté du 27 décembre 2013** (L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés).

➤ Modification et mise en place des accès aux cuves d'eaux de lavage sur le pignon Nord du bâtiment (actuellement prévus sur le pignon sud des bâtiments) permettant ainsi un accès facilité pour le pompage par l'exploitant, une réduction des bruits et des odeurs lors du pompage. Surtout qu'aucun accès n'est à priori prévu le long des 2 bâtiments.

➤ Mise en place d'un traitement centralisé de l'air avec un dispositif de filtration.

➤ Déplacement du groupe électrogène entre les 2 bâtiments afin de réduire une partie des bruits engendré par celui-ci lors de son fonctionnement.

De plus, concernant les différentes enquêtes publiques du même type que j'ai étudié sur les années 2019 et 2020, j'ai pu constater que tous ont reçus un avis favorable de la part du Commissaire Enquêteur/trice et ceux malgré parfois une opposition assez importante et de nombreux arguments démontrant que ces types de projets n'ont plus leur place dans notre société comme le précisait Mme la Députée Jennifer DE TEMMERMAN lors de notre rassemblement en date du 19 septembre 2020 pour lequel vous étiez présente mais aussi **M. le Président MACRON** en septembre 2017 qui déclarait à propos des élevages intensifs : « Il ne s'agit pas de mettre en œuvre une série d'ajustement techniques mais décider collectivement de changer de paradigme car le modèle dans lequel nous nous sommes enfoncés **n'est pas soutenable**. » et encore beaucoup d'autres hommes politiques comme M. LECERF Président du département du Nord : « le temps est venu de changer nos habitudes ».....

Une simple question : Est-ce que l'enquête publique sert uniquement à se donner bonne conscience ?

Je terminerais et je conclurais mon courrier par les quelques mots d'une chanson interprétée par Dalida :

« Paroles et Paroles, toujours des mots, rien que des mots... » En espérant que cela change.....

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, Madame la Commissaire enquêtrice, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

M. DECOSTER Philippe

2, rue des Foulons 59181 La Croix du Bac